



Photo des Forces canadiennes par Whitlock IS 70-79-4

Des soldats du 3^e Bataillon, Royal Canadian Regiment, consultent une carte dans la région de Rockcliffe Park, où ils ont reçu pour mission de monter la garde auprès des domiciles de personnages de marque pendant l'opération « Ginger », le 13 octobre 1970.

UN « SIMPLE BRUISSSEMENT DE FEUILLES » : LA STRATÉGIE CANADIENNE ET LA CRISE DU FLQ DE 1970

La grande bourgeoisie au Québec est dans un tel état d'énervement qu'elle doit montrer son arsenal impotent au moindre bruissement de feuilles...

Communiqué du FLQ¹

Tout gouvernement sensé devrait s'efforcer de subjuguier un mouvement de révolte pendant la phase de montée subversive, avant qu'il n'entre dans la phase de la guérilla [...] Malheureusement, pendant la phase de montée, on ne reconnaît pas toujours les signes, et l'existence d'un mouvement subversif peut même ne pas être reconnue ou être niée pour des raisons politiques qui manquent de vision. Ce n'est pas facile pour un gouvernement de faire voir le danger à son peuple.

Sir Robert Thompson, Defeating Communist Insurgency

Les ouvrages traitant de la réaction du gouvernement canadien à la violence politique au Québec se sont penchés sur les aspects politiques du séparatisme et sur les ramifications juridiques de la *Loi sur les mesures de guerre*. On a peu examiné les aspects plus généraux de la stratégie canadienne ou les activités des Forces canadiennes dans le contexte de cette stratégie pendant la

période qui a précédé le point culminant des activités du Front de libération du Québec (FLQ) en 1970. Une telle situation est inhabituelle vu la magnitude et l'importance politique des opérations. Sans doute le fait que certaines informations sur les

Sean Maloney, Ph.D., est détenteur d'une bourse de perfectionnement post-doctoral au Collège militaire royal où il enseigne l'histoire.

événements de l'époque n'étaient pas du domaine public a-t-il beaucoup contribué au manque d'études sur ces questions. Un des livres qui en traitent, *Not Much Glory: Quelling the FLQ*, de Dan Loomis, a été accusé de ne pas donner une interprétation exacte des événements². Quant à *L'«exécution» de Pierre Laporte* de Pierre Vallières, on peut le rejeter comme de l'agitation politique en faveur de la théorie d'un complot.

Les deux affirmations les plus controversées de *Not Much Glory* sont, premièrement, que le lieutenant-général Jean-Victor Allard aurait, en 1965-1966, structuré la Force mobile spécialement pour mener une guerre contre-révolutionnaire au Québec et,

radicaux se sont mis à réclamer l'indépendance. Influencés sans doute par le succès de Castro à Cuba, par la Border Campaign de l'Irish Republican Army (IRA) et par le retrait de l'armée française d'Algérie, des idéologues révolutionnaires québécois ont formé, en 1962, un groupe secret, le Comité de libération nationale (CLN), qui voulait renverser par la violence le système capitaliste et établir un État québécois socialiste indépendant. Fonctionnant sous couvert et au sein d'un parti politique légal, le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), le CLN changea son nom en Front de libération du Québec (FLQ) en février 1963 et se lança dans une importante campagne d'attaques à la bombe (34 attaques) cette année-là⁴.

Les idéologues du FLQ distribuaient des brochures révolutionnaires et de prétendus plans d'action que reproduisaient les médias tant francophones qu'anglophones. Selon des analyses militaires, le FLQ aurait suivi la doctrine révolutionnaire maoïste en cinq étapes, qui avait fait ses preuves à Cuba et en Algérie : organisation de masse; mobilisation politique; résistance armée; préparatifs pour une guerre mobile; et libération nationale. D'après certains analystes contemporains, le FLQ était dans la phase de résistance armée et prêt à aller de l'avant⁵.



Drapeaux en berne à Montréal à la suite de l'assassinat de l'Honorable Pierre Laporte par le FLQ.

deuxièmement, que le gouvernement canadien avait, sous les gouvernements de Lester B. Pearson et de Pierre Trudeau, une stratégie d'envergure pour lutter contre une guérilla révolutionnaire séparatiste au Québec (et c'est cette stratégie qui aurait été mise en place entre 1963 et 1970) et que cette stratégie comportait dès le début une composante militaire articulée de manière cohérente. Vallières reprend certaines de ces vues, mais selon une perspective politique différente³. Qu'y a-t-il de vrai dans ces deux affirmations? La présente étude vise à réexaminer les opérations « Essay » et « Ginger » avec l'intention de faire la lumière sur ces deux questions.

ORIGINES ET OPÉRATIONS DU FLQ, DE 1963 À 1969

La chute de la machine politique corrompue de Duplessis au Québec et la montée d'une nouvelle prise de conscience de leur identité ethnique chez les Canadiens français pendant les années 1960 ont fait que divers groupes tant modérés que

Bien qu'on ne comprenne toujours pas entièrement la structure de fonctionnement interne du FLQ, on peut dire qu'il était formé de plusieurs unités non hiérarchisées appelées « cellules » organisées selon une base fonctionnelle (collecte de fonds, propagande, agitation et mesures actives). Certaines cellules étaient dirigées par un obscur comité central qu'on n'a toujours pas réussi à identifier; d'autres fonctionnaient de façon autonome et parfois même spontanée. D'après une estimation de 1970, il y avait une centaine d'« exécutants », une centaine de propagandistes, de 200 à 300 membres s'occupant des infrastructures (appui financier, abris sûrs) et jusqu'à 3 000 autres sympathisants passifs (agitateurs syndicaux, transport, sympathisants dans les médias)⁶.

En mars 1963, trois manèges militaires de la région de Montréal ont été la cible de bombes incendiaires, une attaque à la bombe contre le train du premier ministre, John Diefenbaker, a été contrecarrée et trois autres cibles à caractère économique

ont été attaquées. Au cours de cette année, des groupes du FLQ ont construit des camps d'entraînement, attaqué à la bombe des installations de l'armée et de l'Artillerie royale canadienne (ARC) et tué un gardien de nuit. Ces événements ont été accompagnés de violentes manifestations dans la région de Montréal et d'appels au renversement des gouvernements fédéral et provincial⁷.

De 1963 à 1968, des cellules du FLQ et des groupes affiliés ont effectué des raids contre des manèges militaires de la Milice pour voler des armes automatiques et des armes antichars, attaqué à la bombe des cibles provinciales et fédérales, habilement fomenté l'agitation chez les travailleurs et les étudiants et ainsi provoqué de plus en plus de vagues de violence; ils ont même comploté l'assassinat de Pierre Trudeau, le futur premier ministre. Des cellules du FLQ ont attaqué des centaines de cibles gouvernementales et privées avec des bombes de plus en plus perfectionnées. Les membres du FLQ s'entraînaient en Jordanie et en Algérie, infiltraient les ministères fédéraux (y compris Radio-Canada et la Compagnie des Jeunes Canadiens), la Milice, l'armée régulière et l'ARC, effectuaient des raids contre des manèges militaires pour se procurer des armes et du matériel de communication, établissaient des camps d'entraînement dans les Laurentides; ils ont essayé de faire sauter à la bombe l'avion du premier ministre, Lester B. Pearson, et ils orchestraient des manifestations politiques et ouvrières de plus en plus violentes⁸. La vague suivante a été la campagne de terrorisme de 1968 à 1970 (137 attaques avec des armes de plus en plus grosses et de plus en plus perfectionnées), qui a dépassé les frontières du Québec : Ottawa était également visée et un fonctionnaire de la Défense nationale a alors trouvé la mort⁹.

L'ARMÉE, LA FORCE MOBILE ET LES MESURES CONTRE LE FLQ, DE 1963 À 1969

En 1963, le gouvernement Lesage et les commandants militaires régionaux ont étudié la possibilité de déployer des troupes en civil à Montréal pour garder les édifices gouvernementaux. Le lieutenant-général Geoffrey Walsh, chef d'état-major général à l'époque, a conclu que ce ne serait pas efficace parce que les troupes deviendraient des cibles et leur présence « ne servirait qu'à étendre les activités du FLQ en dehors de Montréal »¹⁰. Paul Hellyer, le ministre de la Défense nationale, pensait que l'opération serait « extrêmement difficile et onéreuse [...] inefficace [...] imprudente et indésirable du point de vue politique » étant donné que « le degré de protection que l'armée pouvait assurer ne suffirait pas à prévenir tous les actes de terrorisme ». Tout compte fait, le Cabinet Pearson n'était pas très chaud à l'idée d'utiliser les militaires au Québec pour combattre le terrorisme du FLQ, surtout après que Hellyer eut été critiqué au Parlement à la suite d'un « raid » embarrassant contre le collègue Ashbury à Ottawa, où on avait saisi les armes légères de l'unité locale de cadets, en grand partie des fusils d'instruction Cooney de calibre .22¹¹.

Les unités du renseignement de l'Armée canadienne et de l'ARC fournissaient toutefois de l'information à la Sûreté du Québec, à la GRC et à la police de Montréal, qui combattaient le terrorisme. À une occasion, l'armée a planté un agent clandestin, un jeune soldat du Royal 22^e Régiment (R22^eR), qui relevait directement du lieutenant-général J.V. Allard et qui a réussi à infiltrer plusieurs cellules du FLQ. Cependant, mis à part la collecte d'information, les Forces canadiennes ont joué avant 1970 un très petit rôle dans les opérations contre le FLQ¹².

Si le gouvernement provincial voulait le soutien de l'armée, il devait le demander officiellement en vertu de la clause de l'*Aide au pouvoir civil*. Il ne l'a pas fait en 1963, mais, en 1965, une compagnie de 100 hommes du 2 R22^eR a été envoyée à Montréal pour protéger les manèges militaires de la Milice après que des armes y furent volées¹³. On jugea que les forces policières étaient en mesure de contrer cette menace même si des études du gouvernement fédéral et de l'armée indiquaient que la situation pourrait se transformer en une guerre révolutionnaire plus importante qui ne serait que l'accentuation de ce qui se produisait déjà¹⁴.

Des bataillons d'infanterie de l'Armée canadienne suivirent une formation en sécurité intérieure (SI) dans le cadre de leurs programmes d'entraînement annuel entre 1963 et 1968¹⁵. Il y avait toutefois une différence entre l'entraînement SI et l'entraînement anti-insurrectionnel. L'entraînement SI portait sur la répression des émeutes, les opérations de bouclage et de recherche et la protection des points vitaux. Dans la Force mobile de cette époque, l'entraînement anti-insurrectionnel et l'entraînement au maintien de la paix se chevauchaient, et, lors de ces exercices, les « troupes de maintien de paix pour l'ONU » du Canada pourchassaient des terroristes et des guerrilleros au cours d'opérations d'infanterie légère traditionnelles qui utilisaient des techniques semblables à celles des Américains et des Australiens au Vietnam¹⁶.

Ces exercices se faisaient surtout à l'échelon des bataillons et, par conséquent, étaient entièrement de caractère tactique. Le QG de la Force mobile ne semblait pas avoir de doctrine officielle en matière de SI ou de contre-insurrection au niveau opérationnel pendant les années qui ont précédé la crise d'octobre. Il y a eu cependant quelques exercices au niveau opérationnel pour de telles opérations. La 2^e Brigade en a fait un, l'exercice « Poncho IV », en 1967. C'était un exercice de poste de commandement auquel une partie seulement de la brigade a participé. Poncho IV simulait « le déploiement du 2 GBIC dans un pays en train de se former qui était peu peuplé et que son voisin tentait de s'approprier. La brigade avait pour tâche d'en assurer la sécurité intérieure et, si nécessaire, d'écraser toute force de pénétration ennemie¹⁷. »

Il faut mettre cet exercice dans le contexte plus général des engagements et de l'entraînement de la Force mobile à l'époque. C'est une chose de dire que ces forces suivaient un entraînement général en vue d'un déploiement éventuel n'importe où dans le monde pour participer à des opérations de

faible intensité, mais c'en est vraiment une autre de dire que la force toute entière se préparait ouvertement à de futures opérations au Québec. La première interprétation est la plus probable comme semblent l'indiquer l'attribution des missions et la structure de la Force mobile.

Le premier commandant de la Force mobile, le général J.V. Allard, a été nommé en 1965. Il a « fait face immédiatement à plusieurs questions. Qu'entendait-on par Force mobile? Une force d'intervention dans des théâtres d'opérations inconnus? Une force de stabilisation intérieure? Une force de défense des territoires nordiques¹⁸? » D'après une politique élaborée dans le *Livre blanc* de 1964, un groupe d'étude de la Force mobile a conclu, et le général Allard a confirmé, que la Force mobile devait être capable de conduire les opérations suivantes : maintien de la paix, sécurité intérieure, guerre limitée, opérations de défense du Canada, opérations de la Force mobile du Commandement allié en Europe (CAE) au sein de l'OTAN et opérations de grande intensité sur le front central de l'OTAN¹⁹.

La Force mobile était donc organisée de manière à fournir des forces déployables immédiatement et capables d'effectuer toutes ces missions. Chacun des quatre groupes-brigades avait des rôles primaires et secondaires²⁰ :

- *Brigade d'infanterie du Canada (Calgary)*
Rôle primaire : Force de défense du Canada (FDC) spécialisée dans les opérations dans l'Arctique.
Rôles secondaires : maintien de la paix, sécurité intérieure, guerre limitée, Force mobile alliée.
- *Brigade d'infanterie du Canada (Petawawa)*
Rôles primaires : maintien de la paix, sécurité intérieure, guerre limitée avec spécialisation dans les régions tropicales.
Rôles secondaires : FDC, Force mobile du CAE.
- *Groupe-brigade mécanisé du Canada (Valcartier)*
Rôles primaires : soutien et appoint au 4 GBMC en Allemagne de l'Ouest avec spécialisation dans les opérations en climat tempéré.
Rôles secondaires : maintien de la paix, sécurité intérieure, guerre limitée, opérations de la FDC.
- *Groupe-brigade mécanisé du Canada (Allemagne de l'Ouest)*
Rôle primaire : OTAN avec spécialisation dans la guerre nucléaire.
Rôles secondaires : maintien de la paix, sécurité intérieure, guerre limitée.

Il n'y a tout bonnement aucune indication que la Force mobile a été conçue spécialement pour la SI ou pour mener une guerre contre-révolutionnaire au Québec. Toutefois, c'était une formation d'une grande souplesse et elle aurait pu servir à cette fin si elle avait été bien entraînée et bien équipée et si les forces de réserve avaient reçu de l'équipement pour des opérations

militaires, et pas simplement pour des opérations de secours après une attaque nucléaire. Comme a dit le général Allard, en sa qualité de CEMD, dans un discours secret en 1969 :

Nous avons déjà été prévenus que les désordres civils qui ont lieu présentement aux États-Unis pourraient déborder au Canada [...] c'est là un aspect possible de la fonction militaire auquel nous avons relativement peu réfléchi et auquel nous avons consacré assez peu d'efforts. Notre compréhension de la psychologie de tels troubles est peut-être notre plus grande faiblesse²¹.

En 1969, les manifestations politiques avaient pris une telle ampleur que les forces de police étaient incapables de les contrôler si elles devenaient violentes. En mars 1969, 15 000 étudiants menés par un professeur marxiste affilié au FLQ ont manifesté à l'Université McGill pour exiger qu'elle devienne un établissement de langue française. Bien que la police de Montréal ait été capable de contrôler la violence, les autorités avaient demandé l'appui du 3 R22^eR, un bataillon d'infanterie mécanisé, en vertu de la *Loi sur la Défense nationale – Aide au pouvoir civil*; le bataillon avait été déployé temporairement à Montréal pour éventuellement servir d'appui à la police. Heureusement, ses services ne furent pas nécessaires.

L'agitation ouvrière fomentée par le FLQ avait réussi à perturber les services publics à Montréal. Entre autres, 3 000 des 3 200 policiers de la ville se sont mis en grève le 7 octobre 1969 pour des revendications salariales. Le ministre de la Justice du Québec a consulté le commandant du 5^e Groupement de combat (5 GC), qui a transmis la demande au CEMD. S'attendant à ce qu'une telle demande reçoive une réponse favorable (ce qui n'a pas tardé), les autorités ont alerté et déployé le 3 R22^eR à la périphérie de Montréal dans le cadre du plan régional d'urgence qui existait déjà. Dans le cadre de cette opération nommée « Pegasus », les troupes ont protégé les dépôts des Forces canadiennes, les manèges militaires et les bases, gardé le quartier général de la police et fait des patrouilles mobiles. Le 12 octobre, la police avait repris le service et les troupes se sont retirées²³. Plus tard, en octobre 1969, des unités de la BFC Valcartier étaient de nouveau en alerte alors que 40 000 manifestants se rendaient manifester devant l'Assemblée nationale à Québec. Les autorités ont alors mis sur pied un plan d'urgence, le Plan d'opération II (PO II), qui prévoyait une opération de répression des émeutes conçue pour un bataillon²⁴. Ce n'est qu'en 1969 que la Direction des opérations du QGDN a pris conscience de ce qui se passait au Québec et a commencé à surveiller les événements²⁵.

UNE STRATÉGIE CANADIENNE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE? 1968-1969

Pendant le mandat de Pearson, la politique gouvernementale consistait à essayer de définir la nature du problème politique au Québec plutôt qu'à élaborer un plan pour lui faire face. Pearson était parvenu à améliorer la situation en augmentant la représentation du Québec au gouvernement fédéral. La police de

Montréal démantelait les cellules du FLQ. Cependant, le discours de de Gaulle pendant l'Expo 67 a marqué un virage important. Le Cabinet se disait sérieusement préoccupé par la possibilité que le mouvement séparatiste ne soit activement soutenu par le régime de de Gaulle²⁶. Les forces armées ne faisaient pas partie, comme on l'a vu, de l'équation stratégique.

Le Cabinet de Trudeau savait bien, en 1968, qu'il ne suffirait pas d'essayer de régler la situation en dépensant davantage d'argent au Québec et en augmentant le nombre des programmes d'action positive en faveur des francophones; de telles initiatives ne mettraient pas fin à la violence politique. Mais ces mesures se poursuivirent et ont abouti aux politiques de bilinguisme et de biculturalisme fermement implantées dans les années 1970.

Une révision de la politique étrangère et de la politique de défense connexe effectuée par le Cabinet de Trudeau en 1968 reflétait les principes fondamentaux de l'approche stratégique de Trudeau face au séparatisme avant 1970. L'objet principal de cette révision était le futur rôle du Canada dans l'OTAN. Le Cabinet s'était livré à cette révision parce que certains de ses membres, y compris Trudeau, s'opposaient à l'OTAN et aux armes antinucléaires; la révision a montré que la lutte contre le séparatisme comportait des éléments de politique étrangère. Par exemple, le Canada devrait renforcer ses liens avec la France pour « faire en sorte que les relations entre les gouvernements français et québécois se fassent à l'intérieur du cadre fédéral »²⁷. Le Canada devrait rester dans l'OTAN et utiliser les liens diplomatiques que l'Alliance lui fournit pour faire pression sur la France afin qu'elle ne s'immisce pas dans ses affaires intérieures. En se rapprochant de la France dans les domaines économique et culturel, le Canada pourrait faire concurrence au Québec pour se mériter l'attention de la France et parer aux tentatives d'établissement de relations bilatérales²⁸.

L'apport militaire professionnel fut toutefois minime, voire inexistant, lorsque le gouvernement de Trudeau a tenté, au début, de formuler une stratégie politique en matière de séparatisme. L'utilisation des forces militaires pour des opérations de SI n'a été abordée que lorsque Trudeau a demandé une réévaluation des politiques de défense vers la fin de 1968. Rien ne montre que la possibilité d'une guerre révolutionnaire au Canada ait été à la base de l'Examen de la politique de défense (EPD) : l'EPD découle du fait que Trudeau pensait que le Canada devrait jouer un rôle militaire moins important en Europe, et on essayait de voir si le Canada pourrait être un pays neutre²⁹. La question de la guerre révolutionnaire a toutefois fait surface durant le processus d'examen.

Trudeau a dit au sujet de l'EPD que « le Canada a besoin de forces armées au pays pour se livrer à une grande variété d'activités visant à prolonger et à soutenir l'autorité des pouvoirs civils et pour contribuer au développement national »³⁰. Un groupe de travail interministériel sur l'EPD a



Photo des Forces canadiennes par Duguay VL 70-176

Un soldat monte la garde devant l'Assemblée nationale à Québec pendant l'opération « Essay ».

établi comme priorité principale la « défense du Canada et le souci de la souveraineté du Canada, y compris la sécurité interne » et dit que « avec ces changements de rôle, il faudra restructurer les forces terrestres afin de respecter les nouvelles priorités »³¹.

L'étude des besoins d'une force de SI contenue dans l'EPD fournit certains renseignements. La SI est définie dans le document comme :

étant chargée, entre autres, de la protection contre les menaces d'insurrection, d'émeutes, de sabotage ou d'autres actes de violence à grande échelle de la part de groupes dissidents parmi la population qui chercheraient à imposer leur volonté au gouvernement ou à obtenir un redressement de tort par des moyens extra-constitutionnels ou illégitimes³².

La « menace potentielle contre la sécurité interne du Canada est plus grande que par le passé et [...] elle continuera

peut-être d'augmenter ». Les principales menaces, qui se chevauchaient, étaient les suivantes :

- la dissidence politique et l'agitation au Québec;
- l'agitation croissante dans toutes les universités canadiennes;
- la présence au Canada d'agitateurs expérimentés entraînés à Cuba, en Algérie ou ailleurs;
- la tendance mondiale au mépris de l'ordre établi;
- l'infiltration communiste [...] dans certains syndicats, dans les domaines culturel et éducatif, au niveau municipal et dans certains secteurs des médias; l'accroissement de cette infiltration;
- l'agitation poussée et la tendance marquée à la violence dans les villes américaines et la possibilité que cette agitation gagne le Canada ou incite certains éléments à utiliser des méthodes semblables³³...

On se doit de remarquer que ce texte a été écrit en 1969 et que, par conséquent, la démarche de l'EPD présume que la Force mobile n'était pas encore structurée pour assumer ses nouvelles priorités et qu'elle devrait le devenir. Des sections de l'EPD ont éventuellement servi de point de départ au *Livre blanc sur la politique de Défense* de 1971. Cet énoncé de politique de défense formulé après la crise du FLQ ne mentionnait pas moins de trois fois les opérations de SI et montrait que la sécurité intérieure ferait désormais partie intégrante des objectifs nationaux de la politique de défense, principalement « que le Canada demeurerait une entité politique indépendante en toute sécurité »³⁴.

On peut résumer ainsi les objectifs stratégiques d'ensemble qui se sont dégagés au début du mandat de Trudeau avant octobre 1970 :

- faire en sorte que le Canada demeure une entité socio-économique unie et indépendante;
- intimider et désorganiser le mouvement séparatiste dans son ensemble, tant les modérés que les radicaux, afin d'empêcher la partition du Canada;
- décourager et prévenir l'ingérence étrangère dans les affaires internes du Canada (de la France, de Cuba, de l'URSS et des États-Unis).

Mais qui dit objectifs stratégiques ne dit toutefois pas stratégie.

On peut lire dans une analyse du Cabinet de 1969 intitulée *Current Threats to National Order: Quebec Separatism* (Les menaces actuelles contre l'ordre national : le séparatisme au Québec), que le gouvernement fédéral n'était pas bien préparé pour combattre le séparatisme. En fait, on se rendait compte que le gouvernement devait formuler des « positions publique et moins publique » sur ce problème. Devrait-on, par exemple, « considérer toutes les organisations séparatistes comme subversives [...] faisait-on courir de gros risques à l'unité et à la stabilité nationales en adoptant une attitude plus ferme envers le séparatisme, vu les murmures d'autres sortes de séparatisme dans le reste du Canada? » L'analyse mentionnait

qu'on ne disposait pas d'assez de renseignements de sécurité quant à cette question et que leur cueillette n'était pas assez bien coordonnée. Y avait-il même une stratégie précise visant le FLQ? L'étude recommandait au gouvernement d'examiner soigneusement le rôle que pourrait jouer l'*Aide au pouvoir civil* pour combattre cette menace et commencer une planification d'urgence regroupant les ministères fédéraux³⁵.

Le Cabinet prit connaissance de l'analyse le 5 janvier 1970. Trudeau a dit « qu'aucun État moderne ne tolérerait une telle menace à son unité et à son intégrité sans y opposer une défense cohérente et coordonnée ». Il pensait qu'il fallait utiliser les « mêmes techniques » contre le séparatisme que contre le communisme (infiltration, tentative de désorganisation, collecte de renseignement); le commissaire de la GRC, quant à lui, était réticent à cette idée à moins que le gouvernement ne lui donne des directives précises. Il n'a pas été question d'une intervention militaire pendant cette réunion; le Cabinet a simplement examiné comment fonctionnaient les statuts de l'*Aide au pouvoir civil*³⁶. En fait, le ministre de la Justice ne savait pas exactement comment on devait traiter les demandes de recours à l'*Aide au pouvoir civil* ni à la *Loi sur les mesures de guerre*. Le colonel « Kip » Kirby, membre de la Direction des opérations, est donc venu expliquer la procédure au Cabinet. Les ministres furent « étonnés » de voir comment il fallait s'y prendre car ils n'y avaient jamais vraiment réfléchi³⁷.

Tous ces faits semblent montrer que, s'il y avait une stratégie cohérente de guerre contre-révolutionnaire avant 1970, le rôle de sa composante militaire était embryonnaire, mal défini ou inexistant avant octobre 1970.

UNE STRATÉGIE VRAIMENT FORMULÉE : JANVIER À SEPTEMBRE 1970

La situation en 1970 indiquait que les mouvements révolutionnaires au Québec évoluaient vers un scénario de guerre révolutionnaire. Toutefois, seuls les théoriciens, les commentateurs et les observateurs familiers de la guerre révolutionnaire auraient reconnu un tel scénario; or, il n'y en avait aucun qui ait de l'influence sur la formulation d'une politique stratégique dans le gouvernement de Trudeau.

Pourtant les bombes devenaient plus grosses et plus perfectionnées (on utilisait entre autres les voitures piégées), les cibles plus audacieuses (le FLQ a placé une bombe au QGDN à Ottawa) et un informateur avait « déjoué » deux complots d'enlèvement du FLQ : un contre un consul d'Israël et l'autre contre un diplomate américain. Les membres du FLQ qui s'entraînaient avec l'Organisation pour la libération de la Palestine ont annoncé à la radio cubaine que le FLQ allait entreprendre une campagne d'exécutions sélectives³⁸.

Le service de sécurité de la GRC a publié une estimation de la menace en juillet 1970. Il a conclu que la situation était « extrêmement confuse, complexe et en constante évolution ». Il

était possible de contenir la menace, mais « l'ensemble des activités [...] constituait clairement une menace pour l'unité du pays ». Le vrai danger, c'était la possibilité qu'une minorité éventuellement l'appui d'un plus grand nombre de Canadiens désenchantés et crée des conditions d'anarchie et de violence dans de nombreuses parties du pays ». Il y avait des cellules autonomes de trois à cinq hommes qui travaillaient indépendamment les uns des autres et « il y avait des signes que des cellules naissaient par une sorte de génération spontanée : quand on en avait besoin, des cellules qui n'appartenaient à aucun organisme clairement structuré et reconnu apparaissaient et agissaient de manière imprévisible »³⁹.

C'est à ce moment-là que Trudeau a demandé à ses conseillers de se pencher sur ce que pourrait être une stratégie anti-FLQ au sens large du terme si la situation venait à se détériorer. Ils ne l'ont présentée au Cabinet que le 19 octobre, après les enlèvements. L'apport des militaires y était minime.



Photo des Forces canadiennes par le cpl S. Johnson IM 72-0211

Montréal : des troupes se livrent à des exercices de maîtrise de la foule pendant l'opération « Essay », octobre 1970.

Le rôle du gouvernement dans cette stratégie était de « créer, par des actions physiques et psychologiques (directes et indirectes), une situation où l'effondrement du moral amènerait les personnes visées à accepter et à prendre des décisions qui donneraient les résultats désirés »⁴⁰. Il fallait attaquer l'ennemi « en provoquant la peur, la paralysie, la surprise ».

L'objectif immédiat (de 0 à 15 jours) était de contenir la situation et « d'inspirer chez les citoyens la confiance dans les gouvernements légitimes (et) la méfiance envers le FLQ ». Les objectifs à court terme (de 5 à 30 jours) consistaient à insister sur la stabilité, la prévisibilité et la direction centrale et à ainsi « faire comprendre aux gens, en particulier aux activistes et aux faiseurs d'opinion non encore engagés, les situations et les raisons pour lesquelles on se livrait à certaines actions », peu importe lesquelles. L'objectif à moyen terme (de 15 jours à un an) étaient la restauration de la capacité d'évolution, ce qui revenait à faire accepter aux Canadiens que le Québec était un partenaire égal au sein de la Confédération et à réconcilier les éléments séparatistes avec le reste du pays. L'objectif à long terme n'étaient rien de moins que l'unité canadienne⁴¹.

On ferait appel immédiatement à l'armée qui se retirerait au bout de 30 jours. On libérerait des prisonniers durant la phase de réconciliation. On rétablirait le pouvoir provincial tout au long de l'année suivante. Le recours à la stratégie avait surtout pour but de devancer le FLQ et de le désorganiser à tout

bout de champ et surtout, de l'isoler du courant principal de la politique provinciale à tous les niveaux. Il fallait encourager les forces politiques qui n'avaient pas pris parti à rester neutres⁴².

Le 5 octobre 1970, la cellule Libération du FLQ enlevait James Cross, l'attaché commercial britannique. Deux jours plus tard, la police provinciale du Québec faisait une descente dans un camp d'entraînement du FLQ et remettait à l'unité du renseignement de la Force mobile une carte et un plan d'attaque prévue par une autre cellule du FLQ contre le 34^e dépôt de munitions des Forces canadiennes, au camp Bouchard, près de Montréal. Une unité composite équipée de 12 véhicules de reconnaissance sur roues Ferret et de cinq TTB M-113 et comprenant une troupe d'assaut (du 12 RBC) s'est déployée en secret pour protéger le camp Bouchard. L'attaque du FLQ ne s'est pas produite⁴³.

Le gouvernement a accepté de diffuser, comme l'exigeait entre autres choses le FLQ, son manifeste sur les ondes de Radio-Canada pour sauver la vie de Cross. Toutefois il a aussi annoncé qu'il ne libérerait pas les soi-disant prisonniers politiques arrêtés pour s'être livrés à d'autres actes de violence. La cellule Chénier du FLQ a alors enlevé Pierre Laporte, le ministre de la Main

d'œuvre et de l'Immigration du Québec, le 10 octobre 1970. Au même moment, une autre cellule formée de deux hommes et d'une femme traquait le général J.V. Allard à son domicile près de Montréal. Après avoir informé le général Chouinard, le général Allard s'est équipé d'une « chaîne de commando », tandis qu'on envoyait une patrouille pour l'aider. L'unité du FLQ s'est retirée avant l'arrivée de la patrouille⁴⁴.

UNE STRATÉGIE MISE EN PRATIQUE : OPÉRATIONS « GINGER » ET « ESSAY », OCTOBRE 1970 - JANVIER 1971

Le chef d'état-major de la Défense (CEMD), le général F.S. Sharp, assistait à une conférence de l'OTAN quand la crise a éclaté; le lgén Michael Dare, vice-chef d'état-major de la Défense (VCEMD) et le lgén Gilles Turcotte, commandant de la Force mobile, étaient aux commandes des troupes. Les deux hommes connaissaient bien la planification d'urgence (le déploiement de l'op « Pegasus »), mais n'étaient pas au courant des délibérations stratégiques plus importantes que le Cabinet avait tenues au cours des deux dernières années. Le lgén Dare connaissait toutefois d'autres aspects qui influençaient sur la politique stratégique.

Ces derniers étaient reliés à la structure et au rôle de la force. Si le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial

stationné dans l'Ouest du Canada était promis au groupe de planification régionale canado-américain pour effectuer des opérations contre des intrusions soviétiques dans l'Arctique et sur les côtes est et ouest. Le 2^e Groupement de combat avait été promis peu de temps avant au Groupe-brigade canadien transportable par air et par mer (CTAM) qui devait se déployer dans le Nord de la Norvège en cas de tension entre l'OTAN et le pacte de Varsovie. Le 5^e Groupement de combat, une nouvelle formation francophone à Valcartier, avait de nombreuses tâches, entre autres renforcer le 4^e Groupe-brigade mécanisé du Canada en Allemagne et fournir des troupes de rotation pour les opérations de maintien de la paix à Chypre.

Les Forces de réserve étaient en piteux état. Entre 1958 et 1964, la Milice avait été réduite à sa plus simple expression par le gouvernement de Diefenbaker, qui en avait fait une force conçue pour rentrer dans les villes après une attaque nucléaire et secourir les habitants. Certaines dispositions avaient été prises pour redonner à la Milice un rôle plus conventionnel, mais les choses n'avaient guère changé, et il n'y avait de toute façon pas assez d'argent. En outre, certains croyaient que les unités de la Milice au Québec n'étaient pas fiables sur le plan politique, vu que le FLQ en avait infiltré plusieurs. On a résolu ce problème en faisant occuper les manèges militaires de la Milice par des unités régulières dans la zone des opérations et en ne donnant à la Milice aucun rôle opérationnel dans l'op « Essay ».



Un hélicoptère Voyageur survole Montréal le 1^{er} octobre 1970.

Tandis qu'il établissait l'objectif stratégique et décidait des opérations nécessaires pour l'atteindre, le lgén Dare devait répondre à la question fondamentale suivante : combien de temps dureraient les opérations et quelle en serait l'importance? Il devait pouvoir mener les opérations tout en conservant la souplesse nécessaire pour respecter les engagements internationaux du Canada avec les mêmes forces, car il n'avait qu'une capacité d'expansion limitée. Faudrait-il, par exemple, rappeler d'Allemagne le 4^e Groupe-brigade mécanisé du Canada?

Le QG du 4 GBMC suivait avec intérêt les événements au Canada. Il avait quitté sa base de Soest pour

lui demandaient de déployer des unités de la Force mobile au Québec, il devait tenir compte du fait que ces dernières avaient déjà reçu d'autres tâches à exécuter en temps de guerre et en temps de paix. Par exemple, le 1^{er} Groupement de combat

s'installait à Lahr et à Baden; ce déménagement avait eu lieu en août et en septembre et les unités recommençaient à peine à s'entraîner. À la mi-novembre, le QG de la Force mobile demandait au 4 GBMC de se préparer « au cas où ». On

effectuait des vérifications d'état-major détaillées pour planifier un « Fallex en sens inverse » afin de relever les unités chargées de la garde des personnalités officielles et des centres vitaux. Le commandant suprême allié de l'OTAN pour l'Europe observait la situation, mais ne faisait aucun commentaire officiel⁴⁵.

Trudeau voulait déployer les militaires pour envoyer un message aux séparatistes; en même temps, d'autres conseillers se rendaient compte que le FLQ constituait une menace à long terme. Le Igén Dare était d'accord et il stipulait dans son ordre d'opération que :

Les Forces armées canadiennes avaient reçu l'ordre de participer à une démonstration de force symbolique contre le FLQ sans éveiller l'hostilité du reste de la province [...] Le commandant de la Force mobile apportera de l'aide aux autorités provinciales québécoises⁴⁶.

Il faut remarquer la souplesse de l'ordre. Il ne dit pas que les FC vont rechercher le FLQ et le détruire. Les FC s'étaient engagées à appuyer la police, et le sous-chef d'état-major et le commandant de la Force mobile pouvaient varier le niveau de soutien, ce qui permettait au SCEMD de limiter la durée et la portée de l'engagement des FC afin de garder la souplesse nécessaire pour remplir d'autres missions. C'était un compromis qui reflétait les limites de la structure de la force et la nécessité de répondre à plusieurs objectifs stratégiques.

On ne faisait pas ouvertement état d'une importante préoccupation : il était possible qu'un déploiement de troupes à l'appui des objectifs stratégiques se solde par davantage de violence, peut-être même contre les troupes engagées dans la démonstration de force. Personne ne semblait avoir pensé (sauf pour les règles d'engagement) à la possibilité que les opérations puissent se transformer pour les FC en une entreprise anti-insurrectionnelle généralisée. Si, en 1970, le FLQ avait été engagé dans une phase plus avancée de la guerre révolutionnaire qu'il avait adoptée, le gouvernement prenait alors un risque calculé en faisant appel à la Force mobile, car sa structure ne la préparait pas à mener un combat contre-révolutionnaire prolongé.

Le 11 octobre 1970, à 12 h 28, le commandant de la Force mobile, le procureur général du Québec et le VCEMD se sont réunis. Le lendemain, à 13 h 15, l'opération « Ginger » commençait. En cinq heures, les premiers membres d'une troupe de 1 000 militaires du 2^e Groupement de combat (2 GC) de Petawawa étaient transportés à Ottawa en hélicoptère pour protéger les édifices du gouvernement fédéral et les personnalités officielles. Le 5^e Groupement de combat (5 GC) en entier était mis en alerte et des unités avancées sont allées au camp Bouchard pour se préparer à entrer dans Montréal. Il y avait également des préparatifs pour envoyer des sous-unités du 12 RBC à la station des Forces canadiennes (SFC) Val d'Or,

à la BFC Bagotville et à la SFC Lamacaza pour protéger les armes de défense nucléaires qui y étaient emmagasinées. Le réacteur nucléaire de Gentilly faisait aussi partie des points vitaux à protéger⁴⁷.

Le 14 octobre, le Igén Mike Dare, VCEMD, a émis l'Ordre d'opération n^o 1. Le lendemain, à 12 h 45, le gouvernement du Québec demandait officiellement l'*Aide au pouvoir civil*. Vingt minutes plus tard, le QG du 5 GC recevait l'ordre de se déployer et l'opération « Essay » commençait. En dix minutes, la Cie B du 2 R22^eR était hélicoptérée au centre de Montréal, tandis que d'autres unités se déployaient dans toute la province pour protéger les points vitaux comme le réseau hydroélectrique. Le 1^{er} Commando du Régiment aéroporté du Canada commençait à quitter Edmonton. À 22 h 50, le 5 GC était entièrement déployé à travers le Québec⁴⁸.

Le brigadier-général Chouinard avait donné l'ordre aux hélicoptères qui fournissaient l'appui au 5 GC de survoler plusieurs fois Montréal en masse et à basse altitude et de simuler plusieurs atterrissages avant de larguer les troupes. Il s'agissait d'une ruse opérationnelle visant à montrer à la population que les forces étaient partout en même temps sur l'île et à tromper le FLQ sur la nature exacte du déploiement, car le reste des troupes mettait du temps à arriver par la route. Un peloton avait été posté sur le site de l'Expo 67 sur l'île Ste-Hélène qui passait pour une cible potentielle d'une grande valeur symbolique⁴⁹.

La *Loi sur les mesures de guerre* est entrée en vigueur le 16 octobre; des unités de la BFC Gagetown et du 1^{er} Groupement de combat de l'Ouest du Canada ont effectué un mouvement aérien stratégique dans la région d'Ottawa et au Québec. Entre-temps, le Cabinet avait confirmé le 19 octobre qu'un grave danger menaçait le Canada. Il approuva ensuite la stratégie provisoire élaborée au début de l'année et insista sur le fait que « le FLQ semblait avoir une stratégie qu'il fallait tenir en échec et déjouer au moyen d'une stratégie fédérale, laquelle donnerait à tous les Canadiens une confiance accrue en leur gouvernement et lui assurerait leur appui »⁵⁰.

Les unités qui participaient à l'op « Ginger » à Ottawa ne furent pas sous le commandement de la Force mobile pour toute la durée de l'opération, même si ce fut le cas pour d'autres unités du 2 GC. Elles participaient à l'*Aide au pouvoir civil*, dans ce cas, avec la GRC et la police d'Ottawa, tandis que celles de l'op « Essay » participaient aux opérations d'*Aide au pouvoir civil* au nom du gouvernement provincial du Québec. En raison de la distinction juridique entre les deux types d'opérations, il y avait des règles d'engagement différentes, une structure de commandement divisée et des instructions permanentes d'opération (IPO) différentes. Le commandant de la Force mobile était toujours tenu de fournir l'appui logistique et des unités de rotation aux forces de l'op « Ginger » et, par la suite, une force aéromobile de réaction rapide provenant des formations qui n'avaient pas déjà été assignées. Certains problèmes différents sont apparus; en effet,

certaines personnalités officielles habitaient au Québec, sur l'autre rive de l'Outaouais, et, en théorie, la mission d'*Aide au pouvoir civil* se limitait à la ville d'Ottawa. En fait, la déclaration de la *Loi sur les mesures de guerre* a résolu certaines de ces ambiguïtés, bien que le commandant de la Force mobile ait pris des dispositions visant à établir des protocoles d'entente avec les forces de police québécoises pour protéger certaines personnalités officielles⁵¹.

La sécurité des points vitaux (PV) dans le cadre de l'op « Essay » a éparpillé les unités et les sous-unités du 5 GC dans 107 endroits de Val d'Or à Rimouski. Dans certains cas, deux militaires dans une tente nordique gardaient des pylônes électriques; dans d'autres, il fallait déployer des escadrons de reconnaissance pour protéger des groupes de points vitaux. La logistique, les communications et d'autres éléments de soutien étaient utilisés jusqu'à la limite. Il y a eu, par exemple, de graves problèmes de commandement pendant l'op « Essay » parce que les communications étaient mauvaises dans le théâtre des opérations; on a donc dû faire venir le 1^{er} Régiment des transmissions de Kingston. On a aussi beaucoup utilisé le réseau téléphonique du secteur privé, en particulier loin des grands centres, et on a transformé deux avions Twin Otter aux fins de missions de retransmission au-dessus de la zone d'opérations⁵².

L'affectation des unités blindées légères (8 CH et 12 RBC) à la garde des points vitaux a beaucoup réduit la capacité de la Force mobile d'obtenir rapidement de l'information sur le développement de la situation et d'y réagir. Si on ajoute les difficultés de commandement, de contrôle et de communications, la chose aurait été une faiblesse grave si le terrorisme en était venu à se propager en dehors des villes. Des avions CF-5 de la BFC Bagotville équipés pour effectuer la reconnaissance photographique sont entrés en action, mais l'information ainsi obtenue n'était pas immédiate, ce qui augmentait le temps de réaction⁵³.

Heureusement, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources avait emprunté deux avions de surveillance Tracker au Commandement maritime et les avait équipés d'un dispositif de balayage linéaire à infra-rouge (BLIR) qui était utilisé alors au Vietnam. À titre de reconnaissance pour services rendus, on a demandé à l'armée américaine de « prêter » à la Force mobile un avion de reconnaissance Mohawk équipé d'un radar à observation latérale (ROL) et d'un dispositif BLIR. Grâce à cet avion, qui décollait de bases américaines, les militaires surveillaient la zone rurale et montagneuse des Laurentides où le FLQ avait plusieurs refuges sûrs et des camps d'entraînement. Les données fournies par le dispositif BLIR permettaient d'aiguiller la Sûreté du Québec vers des objectifs ainsi découverts; de plus la Sûreté bénéficiait alors du soutien aéromobile du Régiment aéroporté du Canada, la force de réaction rapide désignée⁵⁴.

Même si la version originale de l'énoncé de mission du VCEMD stipulait que l'op « Essay » et l'op « Ginger »

étaient des démonstrations de force, la demande d'*Aide au pouvoir civil* au Québec et, plus tard, l'entrée en vigueur de la *Loi sur les mesures de guerre* ont élargi le mandat de la Force mobile à mesure que la mission évoluait. Les unités du 5 GC et du 1 GC étaient dispersées, avaient pour tâches de garder les personnalités officielles et les points vitaux, et étaient prêtes pour la répression des émeutes dans les zones urbaines. Cette extension de mandat signifiait que les unités de la Force mobile appuieraient les opérations de bouclage et de recherche de la police, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines. On avait également peur qu'un groupe anti-séparatiste, la « Black Guard », assassine René Levesque⁵⁵.

Ces missions ajoutaient aux efforts d'organisation. Aussi la Force mobile avait-elle besoin d'une réserve de théâtre. Le 1^{er} Commando du Régiment aéroporté s'est donc installé dans un hangar à la BFC St-Hubert pour assumer son rôle de force de réaction immédiate (FRI). Il avait reçu 14 hélicoptères Huey du 403^e Escadron tactique d'hélicoptères, stationné à Petawawa. La FRI était divisée en quatre petits groupements tactiques, deux venus des commandos du Régiment aéroporté, un de sapeurs aéroportés et un d'artilleurs aéroportés. Plusieurs policiers ruraux plutôt éberlués étaient rattachés à chaque groupement⁵⁶.

Le Régiment aéroporté n'avait pas alors l'habitude des opérations aéromobiles parce que les Hueys avaient été acquis assez récemment. Les troupes suivirent donc un entraînement d'utilisation tactique accéléré pendant l'op « Essay ». La FRI a pratiqué plusieurs fois la descente en rappel et les techniques d'atterrissage au cours d'opérations réelles de bouclage et de recherche⁵⁷. Le 403^e Escadron a également transformé ses hélicoptères en y installant un équipement de vision à infra-rouge et un projecteur Firefly, un système d'éclairage concentré intense qui provenait de la marine américaine⁵⁸. Les unités qui effectuaient des opérations de bouclage et de recherche avaient aussi l'appui d'hélicoptères afin de jouir d'une plus grande mobilité⁵⁹. Les troupes au sol n'ont reçu de dispositifs d'observation de nuit qu'au début de novembre après l'achat d'intensificateurs d'images à un fabricant américain⁶⁰.

La FRI menait ses opérations en fonction de rapports fournis par les citoyens ou de photographies et d'images infra-rouges obtenues lors de vols de reconnaissance au-dessus des zones rurales. Le centre de renseignement interarmées recevait l'information, puis la FRI recevait des ordres en conséquence. Les règles d'engagement étaient très strictes. Le Gén Turcot avait dit aux commandants de la FRI que « la pire chose que nous pourrions faire serait de tuer quelqu'un » accidentellement. On mettait l'accent sur l'utilisation sécuritaire des armes et sur les bonnes relations avec les civils⁶¹.

Au cours de ces opérations, les militaires se concentraient presque exclusivement sur le bouclage et la police effectuait les fouilles proprement dites. La plupart de ces opérations ne

donnaient pas de résultats. À une occasion, les policiers ont manqué une cellule du FLQ qui se cachait derrière un faux mur⁶². Les cellules du FLQ se déplaçaient constamment, et les gros des rapports étaient des exagérations, des identifications erronées ou des plaisanteries. Les forces de réaction répondaient toutefois presque à chaque rapport, en général avec quatre hélicoptères et un peloton du Régiment aéroporté⁶³.

L'absence de procédures bien établies pour une collaboration étroite avec les polices municipale et provinciale et avec les services de renseignement fédéraux a entraîné de la confusion pendant la transition de la « paix » à la « guerre ». Le centre de direction régional (CDR), établi à l'origine pour coordonner les réponses de la police face à la crise, devait maintenant absorber un apport du QG du 5 GC et du QG de la Force mobile et s'adapter à des opérations accélérées. Heureusement, l'usage des ressources du renseignement depuis le début des années 1960 a facilité dans une certaine mesure la transmission et l'analyse de l'information fournie par les militaires. Il y eut toutefois des divergences de vues quant à la façon de réagir à l'information.



Photo des Forces canadiennes par le cpl S. Johnson IM 70-226

Des éléments du 1^{er} Commando, Régiment aéroporté du Canada, s'exercent à des manœuvres de déploiement rapide à partir d'un hélicoptère Voyageur pendant l'opération « Essay ».

Le rôle du CDR dans le processus de prise de décision n'était donc pas clair. L'état-major du bgén Chouinard l'avait restructuré pour qu'il serve à la police de cellule de liaison avec la Force mobile et non l'inverse. Le commandant du groupement de combat décida par la suite des tâches de ses unités en consultation avec la police par l'entremise à la fois du commandant de la Force mobile et du CDR. D'autres difficultés sont apparues parce que le QG du 5 GC et le CDR se trouvaient tous les deux dans l'édifice du QG de la Sûreté du Québec. Plus tard, le QG du Régiment aéroporté du Canada, qui s'occupait de la planification et de la conduite des opérations spéciales, s'est joint à eux. La police, qui ne comprenait pas la différence entre le QG de la Force mobile, le QG du 5 GC et le QG du Régiment aéroporté du Canada, adressait des demandes au mauvais organisme; c'est ainsi, par exemple, qu'elle a demandé au Régiment aéroporté d'appuyer une opération de bouclage et de recherche sans passer d'abord par le QG de la Force mobile⁶⁴.

Le bgén Chouinard a quelque peu été entravé après le déploiement initial. Il était de son ressort d'accepter de nouvelles tâches de garde de personnalités officielles et de points vitaux, mais les demandes d'opérations conjointes de la police et de la Force mobile faites par la police devaient être approuvées par le QG de la Force mobile. La situation changeait constamment parce que le gouvernement fédéral

demandait, par l'entremise du CDR, des gardes pour ses propres installations parfois au QG de la Force mobile et parfois au QG du 5 GC.

L'absence à tous les niveaux d'une doctrine en matière de sécurité intérieure était un autre problème pour les commandants. La Force mobile n'avait pas de plan d'urgence pour des opérations de sécurité intérieure à grande échelle au Québec. Le 5 GC, qui avait acquis une expérience précieuse pendant l'op « Pegasus » et l'avait assimilée aussi vite que possible, avait une sorte de plan d'urgence qui était toutefois structuré pour une opération menée par un bataillon. Les autres groupements de combat n'avaient pas cette expérience.

Tel que mentionné plus tôt, les diverses unités de la Force mobile avaient des niveaux bien différents d'entraînement à la sécurité intérieure. Le 8 CH, par exemple, était structuré comme un régiment de chars légers pour effectuer des tâches de reconnaissance dans la région du centre de l'OTAN et

pendant les opérations de surveillance d'interposition de l'ONU. On pouvait adapter facilement cette expertise au domaine de la sécurité intérieure⁶⁵. Dans le cas du 2 R22^eR, on avait insisté sur l'entraînement SI en 1969 à cause de missions précédentes comme l'op « Pegasus ». Le problème était de faire la transition entre la répression des émeutes et les tâches de garde des personnalités officielles et des points vitaux. Garder des maisons privées en zone urbaine n'est pas la même chose que protéger un pont flottant⁶⁶.

Quant aux unités d'infanterie du 1 GC, elles avaient des reproductions de vieux manuels de police de l'Empire britannique, qui décrivaient l'usage de fouets de rotin contre les manifestants⁶⁷. Une solution partielle a consisté à distribuer aux unités du 5 GC la deuxième version de la publication des Forces canadiennes 302(8) intitulée *Specific Operations in Aid of the Civil Power* (Opérations spécifiques pour l'Aide au pouvoir civil) pendant l'op « Essay ». Le bgén Chouinard a mentionné que, si les unités de la Force mobile avaient eu à faire face à une population en colère, l'absence d'une doctrine claire sur la répression des émeutes aurait sans doute entraîné des morts, ce qui aurait constitué une victoire politique pour le FLQ et servi sa propagande⁶⁸.

Aucune norme ne régissait le nombre de personnes nécessaires pour garder chaque type de points vitaux et de personnalités officielles. De même, il a fallu rédiger des règles d'engagement pour les gardes de l'op « Ginger ». Qui était responsable de générer ces règles : le centre des opérations des FC (qui n'était pas un commandement opérationnel) ou le QG de la Force mobile? Les règles d'engagement claires et sans ambiguïté étaient capitales pour une opération de sécurité intérieure à cause de la présence des médias et des conséquences du recours à une force capable de tuer pendant une guerre de propagande. Éventuellement, des règles d'engagement ont été promulguées à Ottawa et transmises au 2 GC et au 5 GC par la chaîne de commandement. Elles étaient vagues et comptaient sur l'entraînement et la discipline des troupes participantes. Elles équivalaient à dire : « Utilisez le gros bon sens⁶⁹. »

Le genre d'opérations, autres que celles de garde de points vitaux et de personnalités officielles, menées par des unités de la Force mobile indique un certain élément d'improvisation. Par exemple, quand un garde-chasse a vu Paul Larose, un leader du FLQ, et les membres d'une cellule se diriger vers les hauteurs dans deux véhicules avec de l'approvisionnement pour trois semaines, le Régiment aéroporté et la police provinciale ont réagi avec l'op « Paupaul », une opération de bouclage et de recherche près de L'Ascension. Les problèmes de coordination air-terre ont gêné la recherche, même après l'arrivée d'un dispositif BLIR et de deux hélicoptères de support Huey. L'opération n'a rien donné⁷⁰. De même, la massive opération de bouclage et de recherche « Epigram » menée par le 2 RCR près de Saint-Jérôme, Sainte-Thérèse et Saint-

Eustache s'est soldée par la découverte de deux radios, 20 armes de poing, quatre boîtes de TNT, 219 mèches et du hachisch, mais pas de membres du FLQ. La coordination des renseignements avait été, dans ces cas, minimale⁷¹.

La plus importante sous-opération menée pendant l'op « Essay » fut l'opération « Ragoût » qui eut lieu le 3 décembre 1970. Le renseignement avait découvert l'endroit approximatif où se trouvaient James Cross et la cellule Libération du FLQ, dans le Nord de Montréal. Presque tout le 3^e Bataillon du R22^eR fut déployé, épaulé contre épaulé, pour former une boucle qui encerclait le pâté de maison dans lequel Cross était prisonnier. Après des négociations, la cellule Libération est partie pour Cuba à bord d'un aéronef de transport Yukon, et Cross a été libéré⁷².

Le retrait des troupes déployées pour les opérations s'est fait au début de l'année en 1971; toutefois, un bataillon, et plus tard seulement un groupe-compagnie, furent laissés en attente à Montréal au cas où la situation se détériorerait de nouveau. À la fin du mois de février 1971, toutes les troupes s'étaient retirées.

ÉVALUATION

Que peut-on conclure au sujet des opérations « Essay » et « Ginger » ?

Il appert que le gouvernement avait une stratégie générale pour réagir à la violence politique au Québec. Elle avait été formulée avant 1970 mais la composante militaire était embryonnaire ou non entièrement élaborée. Il est très clair que le gouvernement ne savait pas comment faire appel aux militaires et que les documents portant sur la stratégie n'étaient pas assez détaillés.

La Force mobile n'était pas structurée sur le plan opérationnel pour la guerre contre-révolutionnaire au Québec et elle était à peine équipée pour exécuter, au niveau tactique, les opérations traditionnelles de sécurité intérieure telles que la répression des émeutes. L'op « Essay » faisait beaucoup trop appel à l'improvisation pour le réseau de communications dans tout le théâtre, pour l'acquisition d'information sur le théâtre, pour les opérations aéromobiles et pour la coordination du renseignement au CDR, par exemple. La Force mobile a fait un bon travail et a atteint les objectifs prévus dans la stratégie, mais même ses commandants doutaient de sa capacité de mener une guerre contre-révolutionnaire prolongée.

Ces faits démontrent que la Force mobile ne faisait pas partie d'une stratégie à long terme du gouvernement, ou alors qu'elle était incompétente et qu'elle a désobéi aux ordres de se préparer à une guerre contre-révolutionnaire. La première hypothèse est fort probablement la bonne. Si l'intervention militaire était un complot, comme le prétend Vallières, pourquoi n'a-t-elle pas été mieux planifiée et

exécutée et pourquoi n'a-t-elle pas directement visé le FLQ? Quiconque veut examiner la manière dont la Force mobile a été restructurée afin de contrer le séparatisme au Québec devrait se pencher sur les années 1970 et étudier plus en détail l'acquisition de nombreux véhicules blindés à pneus ainsi que sur les plans qui prévoyaient que le Régiment aéroporté serait stationné à Ottawa, peu de temps après que le document intitulé *La Défense dans les années 70* eut placé la sécurité intérieure en tête des priorités en matière de défense pour 1971.

La question de savoir s'il aurait fallu employer la Force mobile au Québec ou non est théorique. Les institutions canadiennes étaient menacées, et il y avait de grandes chances que cette menace grandirait avec le temps. La violence politique augmentait; il ne s'agissait pas simplement

de « quelques jeunes qui s'essayaient à la révolution ». Les commandants des unités déployées à Montréal ont mentionné que les policiers étaient effrayés et incapables de faire leur travail quotidien sans soutien. Le climat, un de ces éléments intangibles qu'on ne peut mesurer, était mauvais et empirait. Le déploiement de l'op « Essay » l'a amélioré, ce qui a remonté le moral de la police et du gouvernement provincial, lesquels étaient des éléments capitaux pour faire face à la menace⁷³. Tommy Douglas, le chef du parti NPD, a déclaré pendant une entrevue que la crise d'Octobre revenait à écraser une noix avec une masse. Il aurait mieux valu dire écraser une graine de moutarde avant qu'elle ne fleurisse.



Photo des Forces canadiennes par Duguay VL 70-177

Des troupes devant la Citadelle de Québec, au début du mois de novembre 1970.

NOTES

1. Cité en anglais à la page 8 du rapport intitulé *Aid to the Civil Power: Directorate of History Report CFHQ 19*, de John Oliver Dendy, 23 février 1978.
2. Voir l'analyse de *Not Much Glory* faite par le bgén Terry Liston dans la *Revue canadienne de Défense* (Printemps 1986), p. 52.

3. Voir Pierre Vallières, *The Assassination of Pierre Laporte: Behind the '70 October Scenario* (traduction de L'«exécution» de Pierre Laporte), Toronto, James Lorimer Publishers, 1977, ch. 2.
4. Louis Fournier, *FLQ: Histoire d'un mouvement clandestin*, Montréal, Québec/Amérique, 1982, p. 29-33; Anthony Kellett, et coll. *Terrorism In*

Canada 1960-1989, Secrétariat du Solliciteur général du Canada, Rapport pour spécialiste, 1990-16, p. 55-56.
5. « Protracted Revolutionary Warfare », *Readings in Revolutionary Warfare*, publication de l'École des armes de combat de la BFC Gagetown (1970); Loomis, *Not Much Glory*, p. 13-21.

6. Dan Loomis, *Not Much Glory: Quelling the FLQ*, Toronto, Deneau Publishers, 1984, p. 29.
7. Fournier, « FLQ: Anatomy of an Underground Movement »; « FLQ Activities, 1963-1970 », *Readings in Revolutionary Warfare*, publication de l'École des armes de combat de la BFC Gagetown (1970).
8. Voir Kellett, Anthony et coll. *Terrorism In Canada 1960-1989*, Secrétariat du Solliciteur général du Canada, Rapport pour spécialiste, 1990-16, 1991.
9. « FLQ Activities, 1963-1970 », *Readings in Revolutionary Warfare*, publication de l'École des armes de combat de la BFC Gagetown (1970).
10. Direction - Histoire et patrimoine, dossier 112.1.009 (D39), 23 mai 1963, lettre du chef d'état-major général au ministre de la Défense nationale, *FLQ Activities: Province of Quebec*; 22 mai 1963 note de service de l'adjudant général au chef d'état-major général, *Bombing Incidents in Quebec*. [TCO]
11. Archives nationales du Canada (ANC), RG 2, Conclusions du Cabinet, 20 mai 1963; Paul Hellyer, *Damn The Torpedoes: My Fight to Unify Canada's Armed Forces*, Toronto, Maclelland et Stewart, 1990, p. 63-64. [TCO]
12. Entrevue avec le général (à la retraite) Jean V. Allard, FC, Lahr (Allemagne), 16 avril 1993.
13. John Sheltus, « Can We Defend Our Own Country? », *Weekend Magazine* (7 mars 1970), p. 5-7.
14. Direction - Histoire et patrimoine (DHP), dossier 112.1.009 (D39), lettre du chef d'état-major général au ministre de la Défense nationale, *FLQ Activities: Province of Quebec*, 23 mai 1963; note de service de l'adjudant général au chef d'état-major général, *Bombing Incidents in Quebec*, 22 mai 1963.
15. « Internal Security Training », *The Canadian Guardsman*, Édition de 1965, p. 79-50; « The Night Train », *The Powder Horn*, Édition de 1968, p. 40-41.
16. « Stalking the Terrorists », *Sentinel* (mai 1968), p. 20-21; « Anti-Guerilla Warfare Training » *The Canadian Guardsman*, Édition de 1964, p. 81-82; « Exercice PARK BANDIT », *The Canadian Guardsman*, Édition de 1966, p. 86-88; « Fightin' Charlie on Exercice VOL OUEST »; *The Powder Horn*, Édition de 1963, p. 68-70; « Exercice NEW CRUSADER », *The Canadian Guardsman*, Édition de 1966, p. 59-60; « Exercice WHITE ELK », *The Powder Horn*, Édition de 1965, p. 66-70.
17. « Ex PONCHO IV, 15-30 Oct 67 », *The Connecting File*, Édition de 1967, p. 19. [TCO]
18. J.V. Allard avec Serge Bernier, *The Memoirs of General Jean V. Allard*, Vancouver, UBC Press, 1988, p. 231.
19. DHP, dossier 80/238, 5 avril 65, *Appreciation and Proposed Options for the Structure of the Canadian Army Field Force 1965-70 Period*.
20. DHP, dossier 81/83, 30 Sep 1966, *Mobile Command Force Structure Study*.
21. ANC, RG 24 acc 83-84/167, vol. 7407 DRBS 173-2 pt. 3, *Address by General J.V. Allard Chief of the Defence Staff to the Joint Session Defence research Board and Defence Research Council* (Discours du général J.V. Allard, Chef d'état-major de la Défense, pendant la séance conjointe du Conseil de recherches pour la défense et du Defense Research Council), 19 juin 1969. [TCO]
22. Les « groupes-brigades » s'appelaient « groupements de combat » entre 1970 et 1976.
23. AAI, MDN, 23 février 1978, major J.O. Dendy, *Directorate of History Report CFHQ 19: Aid to the Civil Power*, p. 40-42; « FLQ Activities, 1963-1970 », *Readings in Revolutionary Warfare*, publication de l'École des armes de combat de la BFC Gagetown (1970).
24. Dendy, John Oliver, *Aid to the Civil Power: Directorate of History Report CFHQ 19*, 23 février 1978.
25. Conversation téléphonique avec le bgén (à la retraite) C de L Kip Kirby, FC, 17 mai 1997.
26. *Mike: The Memoirs of the Rt. Hon. Lester B. Pearson*, volume 3, 1957-1968, Toronto, University of Toronto Press, 1975, chapitre 9.
27. AAI BCP, février 1969, *Canada and Europe: Report of the Special Task Force on Europe*. [TCO]
28. *Ibid.*
29. Sean M. Maloney, *War Without Battles: Canada's NATO Brigade in Germany, 1951-1993*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1997, p. 234-235. Ce serait facile de supposer que la réduction des effectifs en Allemagne visait au rapatriement des troupes canadiennes afin qu'elles soient plus nombreuses pour les opérations de SI. Mais là n'était pas l'intention, et il n'en a même pas été question pendant le débat houleux du Cabinet au sujet du retrait de l'OTAN. Voir : *Which Reminds Me: A Memoir*, de Mitchell Sharp, Toronto, University of Toronto Press, 1994, ch. 7, et *Pirouette: Pierre Trudeau and Canadian Foreign Policy*, de J.L. Granatstein et Robert Bothwell, Toronto, University of Toronto Press, 1990, ch. 1.
30. AAI, BCP, 31 mars 1969 *Defence Review*. [TCO]
31. AAI, BCP, 30 avril 1969, mémoire au Cabinet, *Defence Policy Review-Phase II Report by the Interdepartmental Working Group*. [TCO]
32. AAI, BCP, février 1969, *The Defence Policy Review*. [TCO]
33. *Ibid.* [TCO]
34. Ministère de la Défense nationale, *Defence in the 70s*, p. 3. [TCO]
35. AAI, BCP, 17 décembre 1969; mémoire au Cabinet, Comité sur la sécurité et le renseignement, *Current Threats to National Order: Quebec Separatism*.
36. AAI BCP, 5 janvier 1970, conclusions du Cabinet.
37. Conversation téléphonique avec le bgén (à la retraite) C de L Kip Kirby, FC, 17 mai 1997.
38. « FLQ Activities, 1963-1970 », *Readings in Revolutionary Warfare*, publication de l'École des armes de combat de la BFC Gagetown (1970); Fournier, *FLQ: Anatomy of an Underground Movement*.
39. AAI BCP, 30 octobre 1970, mémoire au Cabinet, *Appreciation of Recent Events in Quebec*. [TCO]
40. AAI BCP, 19 octobre 1970, mémoire au Cabinet, *A Strategy for Dealing with the FLQ*. [TCO]
41. *Ibid.*
42. *Ibid.*
43. Dendy, John Oliver, *Aid to the Civil Power: Directorate of History Report CFHQ 19*, 23 février 1978.
44. Entrevue avec le lgén Allard.
45. Entrevue avec un ancien officier d'état-major du 4 GBMC.
46. Dendy, John Oliver, *Aid to the Civil Power: Directorate of History Report CFHQ 19*, 23 février 1978. [TCO]
47. *Ibid.*; conversation téléphonique avec le lgén (à la retraite) Jacques Chouinard, FC, 13 août 1998.
48. *Ibid.*
49. Conversation téléphonique avec le lgén (à la retraite) Jacques Chouinard, FC, 9 et 13 août 1998.
50. AAI BCP, 19 et 21 octobre 1970, mémoire au Cabinet : *A Strategy for Dealing with the FLQ*. [TCO]
51. Dendy, John Oliver, *Aid to the Civil Power: Directorate of History Report CFHQ 19*, 23 février 1978.
52. Bgén J. Chouinard, *Operation "Essay": Final Report*, 29 janvier 1971.
53. Dendy, John Oliver. *Aid to the Civil Power: Directorate of History Report CFHQ 19*, 23 février 1978.
54. Entrevues confidentielles.
55. DHP, Raymont Collection, October Crisis file, 19 Octobre 1970, QG FM au QGFC, SITREP n° 6.
56. Conversation téléphonique avec le lcol (à la retraite) Bud Taylor, FC, 27 août 1998.
57. *Ibid.*
58. Conversation téléphonique avec le col (à la retraite) Albert K. Casselman, FC, 2 septembre 1998.
59. Bgén J. Chouinard, *Operation ESSAY: Final Report*, 29 janvier 1971.
60. DHP, Raymont Collection, dossier 911, 3-4 novembre 1970, SITREP du QG FM au QGFC.
61. Conversation téléphonique avec le lcol (à la retraite) Bud Taylor, FC, 27 août 1998.
62. Conversation téléphonique avec le lgén (à la retraite) Jacques Chouinard, FC, 13 août 1998.
63. Conversation téléphonique avec le col (à la retraite) Albert K. Casselman, FC, 2 septembre 1998.
64. Bgén J. Chouinard, *Operation ESSAY: Final Report*, 29 janvier 1971.
65. Conversation téléphonique avec l'adj (à la retraite) Michael J. Maloney, FC, 16 août 1997.
66. Conversation téléphonique avec le mgén (à la retraite) Guy Lessard, FC, 16 août 1998.
67. Hasek, *The Disarming of Canada*, p. 184-185.
68. Bgén J. Chouinard, *Operation ESSAY: Final Report*, 29 janvier 1971.
69. Conversation téléphonique avec le col (à la retraite) Jim Morrow, FC, 16 août 1998.
70. DHP, Raymont Collection, dossier 911, 2-3 novembre 1970, SITREP du QG FM au QGFC.
71. DHP, Raymont Collection, dossier 911, 24 novembre-1^{er} décembre 1970, SITREP du QG FM au QGFC.
72. Bibliothèque du fort Frontenac, *Report by First Battalion, The Royal Canadian Regiment on its Operations During the Emergency in Canada Oct-Nov 1970*. [TCO]
73. Voir les entrevues avec Morrow, Lessard et Chouinard.